

l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Pour l'emploi l'heure est à l'action

**Denain,
Longwy,
Dunkerque,
Solidarité !**

L'ANCIEN premier ministre Messmer (du temps où l'actuel président n'était encore qu'aux Finances) est ressorti de l'entretien assuré de la compréhension giscardienne et chargé de nouvelles promesses. Comme si le président, l'homme qui dirige l'Etat capitaliste français devenu le premier maître de forges, avait besoin des explications de quiconque pour connaître les détails et les effets de ses propres plans !

Mais, ce qu'a pu lui apprendre Messmer, c'est sans doute la profonde colère de la population d'une région frappée comme jamais les patrons n'avaient osé le faire, nul part.

C'est peut-être que les banques et perceptions occupées, les marches et manifestations annoncées, les luttes dures et efficaces envisagées par les militants et les travailleurs combattifs rencontrent l'adhésion de quasiment toute la population.

C'est que la promesse de 950 emplois, c'était vraiment mettre de l'huile sur le feu ! Alors, il fallait un peu de pommade et des promesses plus à la dimension du problème. C'est donc 20 000 emplois qu'on va, paraît-il, créer en Lorraine, rien de moins ! Comme on en a créé 8 000 depuis 1977... les Lorrains se demandent où ils sont d'ailleurs ! Les 20 000 à venir sont de la même veine bien sûr : du vent, des promesses !

Car, pour ce qui est des licenciements, ils ne sont pas remis en cause, évidemment !

Giscard espère-t-il à si peu de frais passer pour le sauveur de la Lorraine, lui qui en est le liquidateur en chef ?

Plus que jamais, l'heure est à l'action ! En Lorraine et aussi dans le Nord qui reçoivent les coups les plus durs, contre les sinistres plans de Giscard et son emballage de promesses creuses !

Et aussi partout dans le pays, en solidarité, car le coup porté contre les sidérurgistes, c'est un coup contre toute la classe ouvrière, le coup porté contre le peuple de ces régions, c'est un coup contre tout notre peuple !

Partout, les travailleurs sont touchés par les plans de Giscard-Barre. Ils peuvent mesurer la gravité de l'assaut auquel le pouvoir se livre dans le Nord et en Lorraine.

Denain, Longwy, Dunkerque, solidarité !

G.C.

GISCARD promet pour la Lorraine, mais c'est du vent !

- Banques, recettes d'impôts occupées ;
- Marche des jeunes sur Longwy, la colère gronde en Lorraine !

Il faut étendre l'action dans les entreprises, celles menacées et aussi les autres. Il faut frapper les profits du patronat l'heure est à l'action, l'action de masse.

Voir page 5

**A Nantes,
une usine occupée
contre des
licenciements**



Réunion des travailleurs dans le centre de tri PTT-Limoges. (Photo HR)

Succès militaires de la Résistance cambodgienne

LA guerre populaire est entrée dans une nouvelle phase au Kampuchea contre les agresseurs vietnamiens. Après avoir laissé passer les gros des troupes vietnamiennes, évité les engagements de front et gardant ainsi intacts leurs troupes, les forces cambodgiennes ont entrepris sur tout le territoire de violentes contre-attaques, menant des opérations sur l'arrière-garde de l'agresseur et harcelant ses lignes de ravitaillement.

Les combats sont très nombreux dans toutes les régions du pays.

Le 7 janvier à Snoul Kratié, les forces patriotiques ont lancé une attaque, endommageant deux blindés, tuant et blessant cent envahisseurs, saisissant des armes, des munitions et des équipements de télécommunication.

Le 8 janvier, ils ont anéanti à Ratanakiri 35 agresseurs et capturé plus de 20 armes. Le soir même, l'armée révolutionnaire a détruit cinq véhicules militaires, mis hors de combat soixante ennemis s'emparant de matériel militaire. Ceci se passait dans la plantation d'hévéas de Memot

près de la route 7.

Les 8 et 9 janvier, l'armée kampuchéenne a attaqué sur le champ de bataille de Svay Rieng des tanks ennemis, en endommageant cinq, tuant ou blessant plus de trente soldats ennemis.

Aux mêmes dates, alors que des soldats accompagnés de tanks et d'artillerie se livraient au pillage de la population, lui volant des vivres et des animaux domestiques, l'armée kampuchéenne et la population ont riposté, endommageant six tanks, deux pièces d'artillerie et tuant plus de cinquante tankistes. Aux alentours de Phnom Penh, le 8 janvier, l'armée révolutionnaire a détruit un tank et mis hors de combat plus de trente soldats ennemis.

Du 7 au 8 janvier, un combat a duré plus de trente-six heures sur le champ de bataille de Mondolkiri. L'armée cambodgienne, en collaboration avec la population, a tué environ 200 soldats ennemis, détruit huit véhicules et deux canons, capturé cent fusils ainsi que d'autres équipements militaires. Le reste de l'ennemi fut mis en déroute et les forces patriotiques ont pris le contrôle complet du district.

Sur la route No 4, les 9 et 10 janvier, les forces patriotiques, après des combats acharnés, ont repoussé une attaque vietnamienne, repris le contrôle du champ de bataille et anéanti trois cents soldats ennemis détruisant sept tanks, trois pièces d'artillerie et plusieurs tonnes de matériel militaire.

Deux bataillons vietnamiens ont été mis hors de combat, cinq tanks détruits ainsi que des pièces d'artillerie à Kratié les 9 et 10 janvier. En outre, cinquante pièces et plusieurs tonnes de munitions ont été capturées.

Dans la nuit du 10 janvier, à Prek Phnou, trois bateaux-

citernes vietnamiens ont été détruits par les combattants kampuchéens.

Dans la nuit du 11 janvier, les forces patriotiques ont mis hors de combat plus de cent ennemis dans le chef-lieu de la province de Ratanakiri. Elle a en outre détruit un nombreux matériel.

Les 11 et 12 janvier, dans la province de Mondolkiri, une centaine de soldats agresseurs ont été tués, du matériel de guerre détruit ou pris.

Au total, du 10 au 12 janvier, trois cents soldats vietnamiens ont été mis hors d'action.

**L'isolement diplomatique
de l'URSS contribue à retarder
une nouvelle guerre mondiale**

(Voir page 2)

Les réactions des divers pays face à l'agression soviéto-vietnamienne

L'isolement diplomatique de l'URSS contribue à retarder une nouvelle guerre mondiale

CHACUN en France sent confusément que les événements du Cambodge, aussi lointains soient-ils, n'intéressent pas seulement les peuples et pays de la région, mais ont aussi des répercussions sur le plan international. Il est d'ailleurs significatif de remarquer que tous les pays, ou presque, (et à l'intérieur de chaque pays, les différentes forces politiques) ont pris position de manière claire ou voilée sur les événements, montrant ainsi qu'ils ne les considèrent pas comme un fait mineur.

Nous avons déjà eu l'occasion d'expliquer comment le Cambodge rentre dans le plan de domination planétaire de l'URSS, comment il ne constitue pas seulement « une proie de plus », mais bien un verrou à faire sauter pour dominer le Détroit de Malacca, sans oublier tout l'intérêt qu'il y a pour Moscou à resserrer encore l'étau autour de la Chine socialiste. Derrière cette agression (par Vietnamiens interposés) se profile dangereusement l'ombre d'un nouveau conflit à l'échelle mondiale : en effet, au nom de quoi pourrions-nous croire que l'URSS s'arrêtera en si « bon » chemin ? Au nom de quoi pourrions-nous croire qu'elle n'en viendra pas un jour à attaquer l'Europe ? Et ces questions, nous ne sommes pas les seuls à nous les poser : face à l'invasion du Cambodge, symbole de l'appétit insatiable de l'URSS, les divers pays du monde réagissent.

UNE MINORITÉ A 100 % SOVIÉTIQUE

Les pays à 100 % du côté de l'agresseur soviétique qui se fait tirer les marrons du feu par le Vietnam ne sont vraiment pas nombreux et leur soutien à l'agression soviéto-vietnamienne s'explique d'ailleurs très bien :

Pour les gouvernements d'Europe de l'Est (RDA, Pologne, Hongrie, Bulgarie, Tchécoslovaquie), quoi d'étonnant ? Tous ont eux-mêmes des troupes d'occupation russes, certains, comme le gouvernement tchèque, sont en place grâce aux tanks russes ; tous sont membres du Pacte de Varsovie et, à ce titre, aident l'URSS dans ses entreprises de domination mondiale ; tous sont également membres du Comecon (organisation économique), et à ce titre, dépendent de Moscou pour leur existence même. Comment pourraient-ils dénoncer chez les autres ce qu'ils ont été amenés à accepter pour eux-mêmes ? Liés à Moscou par grand chose ne peut les faire prendre leurs distances du « grand frère », à moins toutefois que leurs intérêts économiques ne soient trop lésés : ce fut le cas récemment de la Pologne qui a refusé d'augmenter ses dépenses militaires pour le compte de l'URSS, ceci pour des raisons strictement économiques de coût trop élevé et non de désaccords politiques de fond.

Qu'en est-il de ce que Moscou aime tant appeler « le camp socialiste » qu'elle voudrait si uni derrière elle ? Quand un pays comme la Roumanie, pourtant membre du Comecon et du Pacte de Varsovie, dénonce l'agression contre le Kampuchea, quand la Yougoslavie et la Corée font de même, ce qui équivaut de fait à une condamnation de toute la stratégie d'ensemble de l'URSS, comment peut-on parler encore de « camp socialiste » ? L'attitude de ces trois pays qui se situent résolument dans le camp de l'indépendance des peuples est un coup dur pour Brejnev.

QUATRE SUR QUATRE VINGTS

Dans le tiers monde, les défenseurs de l'agression soviéto-vietnamienne sont très isolés. Par exemple, sur l'ensemble du mouvement des non-alignés qui regroupe plus de quatre-vingts pays, ils ne sont que quatre : Vietnam, Laos, Aghanistan, Ethiopie. C'est très peu, et en tout cas, même s'ils ga-

gnent encore deux ou trois pays, ils n'auront pas réussi à faire le plein des hésitants. Après avoir suivi une politique d'indépendance vis-à-vis des USA, les gouvernements de ces pays ont remis leurs intérêts aux mains de l'autre superpuissance, abandonnant ainsi ce qui caractérise le tiers monde sur le plan politique : la lutte anti-impérialiste et anti-hégémoniste. Mais c'est compter sans leur peuple, qui, eux comprennent dans leur chair ce que veut dire hégémonisme.

LE TIERS MONDE UNI

Par contre, du côté des forces qui soutiennent la cause de l'indépendance d'un pays contre l'agression, le tiers monde représente l'immense majorité. En présentant au Conseil de sécurité de l'ONU une motion commune aux sept pays non-alignés membres du Conseil, exigeant le retrait des forces étrangères du Kampuchea et le respect de son indépendance, le tiers monde s'est affirmé pour ce qu'il est : une force autonome, une force dont le rôle moteur a entraîné à sa suite les autres pays membres du conseil. Sauf, bien sûr, l'URSS et la Tchécoslovaquie. On pourrait en parler beaucoup de cette motion car c'est un peu le symbole de l'unité du tiers monde face aux fauteurs de guerre, que cette guerre soit encore locale ou préfigure déjà un conflit mondial comme c'est le cas pour le Cambodge.

La Roumanie, la Corée et la Yougoslavie condamnent

Qu'en est-il de ce que Moscou aime tant appeler « le camp socialiste » qu'elle voudrait si uni derrière elle ? Quand un pays comme la Roumanie, pourtant membre du Comecon et du Pacte de Varsovie, dénonce l'agression contre le Kampuchea, quand la Yougoslavie et la Corée font de même, ce qui équivaut de fait à une condamnation de toute la stratégie d'ensemble de l'URSS, comment peut-on parler encore de « camp socialiste » ? L'attitude de ces trois pays qui se situent résolument dans le camp de l'indépendance des peuples est un coup dur pour Brejnev.

économique, ce pays ne pouvait pas ne pas condamner l'agression : c'est son propre avenir qui est en jeu. Ensuite, le Japon a signé avec la Chine un traité de paix et d'amitié dont l'une des clauses stipule que tous deux s'opposent aux tentatives d'hégémonie dans leur région ou dans le monde. La position du Japon n'est donc que le respect de ce traité. Notons aussi que ce pays ne s'est pas contenté de déclarations verbales mais a pris des mesures concrètes en supprimant les prêts qu'il devait fournir au Vietnam.

C'est aussi le symbole que, quel que soit le système social de chaque pays, le tiers monde sait, au-delà des différences, s'unir contre l'ennemi commun : l'hégémonisme.

Le retrait de la motion présentée par la Chine socialiste qui a choisi de voter pour la motion des non-alignés en est un bel exemple. Les prises de position de pays aussi différents que la

Corée, la Yougoslavie, la Thaïlande, la Somalie, le Koweït, le Bangla-desh... sont très encourageantes car elles montrent que la tentative de Moscou de diviser le tiers monde échoue lamentablement.

Si Hitler avait pu si facilement envahir pays sur pays, sans encourir de condamnation, il n'en sera pas de même pour Brejnev : en 1939, le tiers monde était une force baïllonnée et ligotée. Ce temps est révolu et la différence est de taille !

LE JAPON CONCERNÉ

Pour ce qui est de l'Europe occidentale et du Japon, il faut noter qu'il n'y a pas eu de positions vraiment unies et qu'elles ont évolué dans le temps. Dès le début de l'agression soviéto-vietnamienne, le Japon a pris une position très ferme. Plusieurs raisons l'expliquent : d'abord l'agression du Cambodge est lourde de dangers pour ce pays dont 90 % du pétrole passent par le détroit de Malacca. Ne serait-ce que pour des motivations d'intérêt strictement



La Chine, le plus ferme soutien des peuples en lutte pour leur indépendance (ci-dessus, Zhou Enlai et Ieng Sary dirigeant cambodgien en 1974 en pleine lutte contre l'impérialisme américain).

Pour ce qui est de l'Europe, si elle s'est finalement rangée à l'ONU derrière la motion présentée par les pays du tiers monde, il ne faut quand même pas ou-

pays dont la réaction ferme contre le Vietnam et l'URSS a pu surprendre certains : il s'agit des USA, ces mêmes USA qui, il y a quelques années, ne se gênaient pas

La position de la direction albanaise

Les dirigeants albanais ont donné leur position sur l'agression soviéto-vietnamienne :

« Cette situation de tension et de guerre très grave est la conséquence de l'intervention directe des social-impérialistes chinois et des social-impérialistes soviétiques, ainsi que de leur rivalité pour l'expansion et l'hégémonie dans cette région ». Ainsi, l'indépendance d'un pays souverain n'a aucune signification pour les dirigeants albanais, ils préfèrent renvoyer dos à dos l'agresseur et l'agressé et attaquer la Chine. Cette position les amène en fait à camoufler l'agression soviéto-vietnamienne, c'est-à-dire à la soutenir. L'Albanie avait pourtant affirmé jadis que si l'URSS envahissait la Yougoslavie, l'armée albanaise se tiendrait aux côtés du peuple yougoslave en lutte pour sa liberté. Que ferait-elle maintenant ?

blier que c'est en Europe, et notamment en France, qu'a été orchestrée la campagne de propagande sur le « régime sanguinaire de Pol Pot », campagne qui a fortement contribué à démobiliser les peuples face à l'agression soviéto-vietnamienne. La propagande anticambodgienne a facilité cette agression.

La position du gouvernement français, avec ses fluctuations, est bien représentative de cette bourgeoisie impérialiste : d'une part elle essaye de se venger de la perte de ses marchés — les capitalistes français possédaient les plantations d'hévéas du Cambodge, ils ont tout perdu avec la libération du pays, ils se sont vengés en refusant d'établir des relations diplomatiques avec ce pays. En même temps, ils ont développé les échanges avec le Vietnam et ils n'étaient pas chauds pour remettre en question des accords prometteurs...

Mais d'autre part, la bourgeoisie française pour qui le profit compte avant tout s'aperçoit que finalement c'est l'URSS qui va tout empocher en cherchant à dominer le Vietnam, le Laos et le Cambodge et, pourquoi pas, le reste de l'Asie du Sud-Est. L'attitude de la majorité écrasante des pays du tiers monde n'est pas pour rien plus dans sa prise de position à l'ONU.

LES USA S'INQUIETENT

Enfin, il reste encore un

L'ISOLEMENT DE L'URSS

Quoi qu'il en soit, alors que l'Union soviétique continue de mettre en place son dispositif de domination mondiale, les réactions des divers pays du monde — tiers monde, pays impérialistes secondaires et USA — contribuent dans l'ensemble à isoler l'agresseur sur le plan diplomatique.

Que ce soit pour des raisons d'intérêts ou par respect de l'indépendance d'un pays souverain, l'isolement de l'URSS est une bonne chose, il contribue à retarder la troisième guerre mondiale.

Cette troisième guerre mondiale menace au premier chef l'Europe et la France. Travaillons donc, dans notre pays, à développer le soutien le plus large de notre peuple à l'indépendance du Cambodge.

Claude LIRIA

L'Angola, prêt à renouer des relations avec la Chine

Au moment où Brejnev exige de tous ses « satellites » qu'ils attaquent la « collusion sino-américaine », ce que se sont empressés de faire notamment Cuba et l'Éthiopie, l'Angola vient de manifester sa volonté d'indépendance. Suite à une demande du gouvernement chinois, le bureau politique du MPLA (le parti au pouvoir) a donné samedi son accord pour rencontrer une délégation chinoise afin de « préparer l'établissement de relations diplomatiques avec la République populaire d'Angola ».

Ce n'est certainement pas un hasard si cette ouverture survient au moment même où s'achève au Zaïre, à Kinshasa, la tournée en Afrique orientale et centrale du vice premier ministre chinois Li Xiannian. Les peuples angolais et chinois appartiennent tous les deux au tiers monde, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux, et leur unité mettra en échec les manœuvres du social-impérialisme.

DANS L'ACTUALITE

Jiri Pelikan condamne l'agression vietnamienne contre le Cambodge

Une prise de position du leader de l'opposition socialiste tchécoslovaque à l'occupant russe

NOUS reproduisons ci-dessous une déclaration de Jiri Pélikan sur l'agression vietnamienne au Kampuchea. Jiri Pélikan, ancien directeur de la télévision tchécoslovaque de 1963 à 1968, élu au Comité central du Parti communiste tchécoslovaque par le Congrès clandestin du 22 août 1968, vit actuellement en exil à Rome et il dirige la publication des cahiers *Listy*, organe de l'opposition socialiste tchécoslovaque. Bien que nous ne partagions pas son point de vue sur la nature du régime légal du Kampuchea, nous estimons que cette prise de position a un intérêt particulier, vu qu'elle vient d'un opposant tchécoslovaque qui, depuis dix ans, dénonce sans relâche l'occupation de son pays par les chars russes.

Il est tout à fait clair que si nous avons condamné l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie pour des raisons de principe, nous devons aussi condamner l'intervention du Vietnam au Cambodge.

— 1. Pour des raisons de principes, parce que chaque pays, qu'il soit socialiste ou non, a droit à l'indépendance nationale et à son existence authentique — ce qui a été violé par cette intervention du Vietnam.

Les prétextes peuvent naturellement être diffé-

rents. On est intervenu contre le « Printemps de Prague » parce qu'il y avait trop de liberté. Maintenant on prend simplement comme prétexte qu'il y a trop peu de liberté au Cambodge. C'est un argument faux qui ne peut pas être accepté.

— 2. Mais l'intervention du Vietnam au Cambodge nous indignent encore plus, parce qu'il s'agit de deux pays qui se disent socialistes et de tels procédés discréditent naturellement la thèse selon laquelle le socialisme

peut empêcher les guerres et les conflits.

— 3. Nous ne pouvons naturellement pas ignorer que cette intervention a des buts à long terme. Il s'agit du plan qui vise à créer une prétendue « grande Indochine » sur les flancs sud-ouest de la Chine, pour accroître la pression sur la Chine par l'intermédiaire de cette fédération. Car le Vietnam est aujourd'hui un pays qui est membre du Comecon et qui est lié par un prétendu « traité d'amitié » à l'Union soviétique et aussi au Pacte de Varsovie.

Naturellement, la condamnation de principe de l'intervention ne veut pas dire que je crois que le régime de Pol Pot était meilleur que le régime du Vietnam. Bien au contraire, je crois que la politique de ce prétendu communisme radical avait isolé le régime de la population et qu'il a contribué à faciliter la tentative du Vietnam de s'ingérer dans les affaires intérieures du Cambodge. Mais je pense que ceci ne peut être pris en aucun cas comme prétexte pour une intervention.

Provocation bulgare contre la Yougoslavie



La région hachurée représente la Macédoine.

Est-ce un hasard ? Quelques jours à peine après la visite de Brejnev en Bulgarie, pour des « vacances » vraiment curieuses, les autorités bulgares viennent de se livrer à une grossière provocation contre la Yougoslavie, en renouvelant leurs prétentions à l'annexion de la République yougoslave de Macédoine.

L'organe central du parti bulgare *Rabotichesko Dielo*, vient de commencer la publication des mémoires d'une certaine Tsola Dragoïtcheva, membre du Bureau politique du parti. Et la revue bulgare *Septemvri* en a également publié des extraits. Or, dans ces mémoires, Dragoïtcheva affirme purement et simplement que « les Macédoniens sont des Bulgares », et qu'il n'y a pas de nation macédonienne. C'est là un moyen pour s'en prendre à l'intégrité de l'Etat yougoslave, composé de six républiques fédérées dont la République de Macédoine. On apprend d'ailleurs, de source yougoslave, que les extraits des mémoires concernant la Macédoine seraient prochainement diffusés en brochure aux cadres du parti et de l'armée.

Outre une provocation antiyougoslave, c'est là aussi une manifestation du « chauvinisme grand-bulgare » qui vient après plusieurs autres.

COMME LES TSARS ET HITLER

Ainsi, en février 1978, on célébrait en grande pompe à Sofia le 100^e anniversaire du traité de San Stefano qui avait créé, en

1878 et pour quelques mois seulement d'ailleurs, une « grande Bulgarie » incluant la Macédoine — et qui était un simple protectorat de l'impérialisme des tsars.

Cette fois-ci, Dragoïtcheva va plus loin, puisqu'elle justifie l'annexion de la Macédoine par la Bulgarie en 1941, sur ordre d'Hitler qui voulait dépecer la Yougoslavie rebelle. Il est significatif que les dirigeants Bulgares — ou plutôt ceux, Soviétiques, à qui ils obéissent — reprennent à leur compte ces deux épisodes de l'histoire tsariste et hitlérienne. Brejnev, c'est décidément bien un nouveau tsar et un nouvel Hitler !

Et Dragoïtcheva n'hésite pas à se plaindre explicitement que la Macédoine, cette prétendue « terre bulgare » ait été « arrachée » à la patrie après 1878, de même qu'en 1913 et en 1943 — quand le Conseil de la résistance antifasciste yougoslave décida, sous la présidence de Tito, la création d'un Etat multinational comprenant entre autres une République de Macédoine.

De fait, c'est d'ailleurs seulement depuis cette date que le peuple de Macédoine longtemps écartelé par les grandes puissances qui se le disputaient, dispose d'une structure étatique nationale.

Quant à la partie du peuple macédonien qui vit en Bulgarie — ils étaient 200 000 après la guerre — les autorités bulgares en nient purement et simplement l'existence : pour elles, tous les Macédoniens sont... des Bulgares... On est vraiment loin de la juste attitude adoptée en son temps par le grand dirigeant communiste Georgi Dimitrov : « Pas de division de la Macédoine, pas de lutte pour la dominer et soumettre les Macédoniens dont la plus grande partie a déjà acquis la liberté et l'égalité nationale dans le cadre de la République fédérale populaire de Yougoslavie ». (1946)

LA YUGOSLAVIE NE SE LAISSE PAS FAIRE

Les dirigeants yougoslaves n'ont pas laissé passer la nouvelle provocation des autorités bulgares sans réagir. Déjà, un dirigeant yougoslave avait dit par le passé : « Les tentatives pour conférer un caractère ethnique bulgare à la nation macédonienne ne peuvent être interprétées également que comme un prétexte pour des revendications territoriales bulgares sur la Yougoslavie ».

Et cette fois-ci, la presse yougoslave a à nouveau dénoncé la politique « d'hégémonie et d'appropriation » des dirigeants bulgares qui sont, on le sait depuis longtemps et ils ne nous démentiraient pas, les serviteurs les plus zélés de Brejnev.

Jean SCHUBERT

Le voyage de Li Xiannian en Afrique

DEPUIS deux semaines, le vice-premier ministre chinois Li Xiannian est en Afrique pour une visite officielle d'amitié qui l'a conduit successivement en Tanzanie, au Mozambique, en Zambie puis au Zaïre. Il était accompagné du vice-ministre des Affaires étrangères, du vice-ministre du Commerce extérieur et du vice-ministre des Relations économiques avec l'étranger.

Tous les hôtes de Li Xiannian ont fait l'éloge des décisions importantes prises par la Chine dans le domaine de la normalisation de ses relations avec le Japon et les Etats-Unis.

Tous, également, ont exprimé leurs remerciements au gouvernement et au peuple chinois pour leur soutien sans réserve aux luttes de libération des peuples d'Afrique. Tous, enfin, ont partagé l'avis du premier ministre tanzanien qui, dans son allocution de bienvenue a

dit : « La transformation de la Chine en un pays puissant et moderne est dans l'intérêt aussi bien du peuple chinois que de tous les pays du tiers monde ».

Au cours de son voyage, le vice-premier ministre Li Xiannian a eu des entretiens avec les présidents Nyerere de Tanzanie, Samora Machel du Mozambique, Kaunda de Zambie et Mobutu du Zaïre. Il a également rencontré le président du Congrès panafricain d'Azanie (Afrique du Sud) et Robert Mugabe, l'un des dirigeants du Front patriotique du Zimbabwe (Rhodésie). Dans toutes ses allocutions et conférences de presse, il a réaffirmé le soutien total du gouvernement et du peuple chinois à « la juste lutte des peuples africains contre l'impérialisme, le colonialisme, l'hégémonie, le racisme et le sionisme ».

Li Xiannian a particulièrement souligné l'aide internationaliste du peuple tan-

zaniens qui « a transformé son propre pays en une base de la lutte des peuples d'Afrique australe pour la libération nationale ». Il a également affirmé : « Les cinq pays du Front : Tanzanie, Mozambique, Zambie, Botswana et Angola avec d'autres pays africains, ont fermement soutenu les peuples d'Afrique australe dans la juste lutte contre le racisme et pour la libération nationale, mettant ainsi l'accent sur l'unité fondamentale qui doit unir tous les pays du tiers monde contre les super-puissances et leurs laquais. »

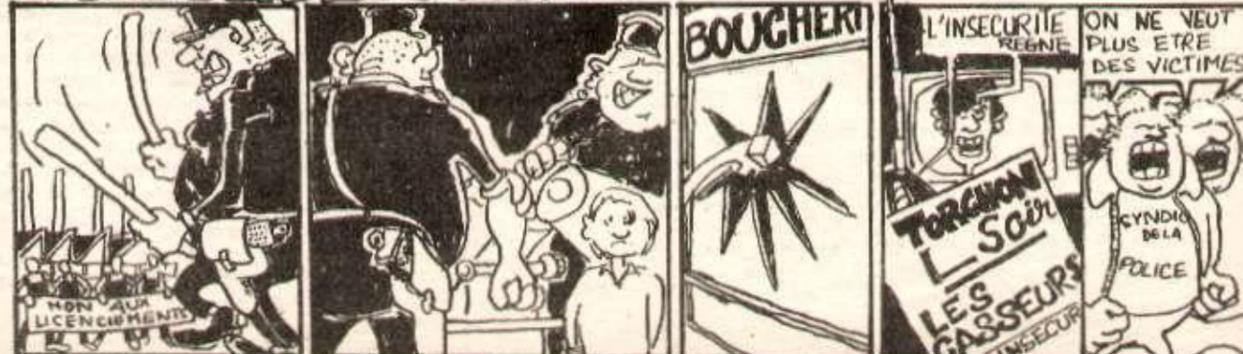
A l'occasion de ce voyage, Li Xiannian a une fois de plus réaffirmé que le « gouvernement chinois est d'avis que la domination raciste en Afrique du Sud et Rhodésie doit prendre fin et que l'ont doit donner au Zimbabwe et à la Namibie une réelle indépendance nationale sur la base de l'intégrité territoriale et de l'unité sans aucune intervention étrangère. » Henri BERTHAULT

Un dirigeant palestinien assassiné

L'un des principaux dirigeants du Fatha et de l'OLP, Abou Hassan, a été tué par l'explosion d'une bombe lundi à Beyrouth. L'agence de presse palestinienne Wafa met en cause les services secrets israéliens. L'explosion a eu lieu dans un parking au moment où le véhicule d'Abou Hassan passait. Avec lui, quatre hommes ont été tués.

Abou Hassan était l'un des responsables militaires principaux de l'OLP. Il était le fils d'un dirigeant palestinien de la guerre de 1948 au moment de la création de l'Etat d'Israël.

AU JOUR LE JOUR



Au CNAM la grève n'est que suspendue

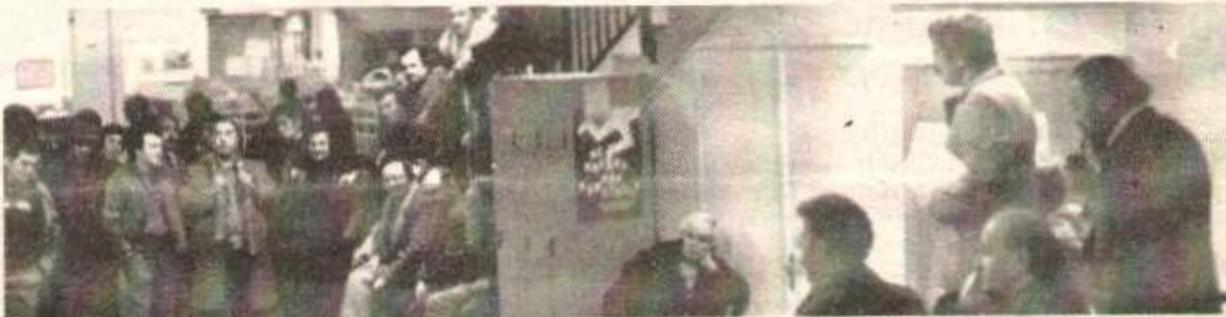
VENDREDI, en assemblée générale (CF: HR No 1014) la grève a été votée pour lundi, reconductible. D'abord une rectification, M. Cambou, nommé à la direction du CNAM, n'est pas le « poulain » d'Alice mais de Soisson (un bon cheval ?), il a fait carrière avec lui depuis 1975 au titre de conseiller « technique » dans « divers » ministères un copain quoi ?). Quelle politique va-t-il appliquer au CNAM ? (Aucune illusion là-dessus, c'est le ministre qui décide). Les personnels enseignants et non-enseignants sont intéressés mais aussi les étudiants et les travailleurs étudiants au CNAM. Les personnels, nous l'avons dit, à cause d'un grand nombre de revendications en suspens et les vacataires pour être payés (tout simplement). Mais le « devenir du CNAM » intéresse les travailleurs. Aujourd'hui, le niveau de départ des études est de plus en plus élevé, ce qui restreint le nombre de ceux qui peuvent y accéder. Les crédits d'Etat baissent, ceux du privé augmentent. En conséquence (...) des programmes sont modifiés

en fonction des entreprises : certains diplômes du CNAM ne sont plus reconnus, même au CNAM !! Que vont devenir les cours du soir ? Le musée instructif, va-t-il partir à la Villette ? etc. Lundi, donc, en assemblée générale, nous apprenons que M. Cambou ne recevra les sections syndicales que mercredi à 11 h (avant l'apéritif peut-être), la réaction est unanime, nous allons à la direction à 200 environ, la réponse ne tarde pas trop : « aujourd'hui à 16 h 30 ». Assemblée générale à 14 h. La grève n'est que suspendue, l'entretien de 16 h 30 préparera la réunion de mercredi (qui est annoncée à 10 h). Ensuite les syndicats exigeront un entretien au ministère des Universités duquel, en définitive, dépend le « devenir du CNAM ». En attendant, les commissions de travail se sont créées, la grève, même interrompue, est toujours à l'ordre du jour, ainsi qu'un objectif important : le paiement des jours de grève en opposition avec une circulaire « ferme » du ministère. Assemblée générale d'information vendredi qui décidera du nom de la reprise du mouvement.



Limoges-Centre de tri : 15e jour de grève

Grève reconduite à l'unanimité lundi !



Déjà, la semaine passée, les dirigeants FO (sur le chariot, la main à la poche) avait commencé son travail de sape... Mais devant la réaction des travailleurs, l'air battu, il avait dû continuer à machouiller sa pipe. (Photo HR)

Hier, lundi, les postiers du centre de tri ont voté la poursuite de la grève à l'unanimité. Malgré la pluie, l'assemblée générale a connu une très forte participation, comme cela est devenu l'habitude depuis le début de la grève. L'administration refuse toujours de négocier réellement. Au contraire, elle parle même de supprimer des positions de travail. Le remplacement du préfet, la semaine dernière, sans doute jugé trop mou et cette attitude intransigeante, prouve s'il en était encore besoin, la volonté de Ségard et de Barre de casser toute volon-

té de résistance des postiers pour pouvoir en toute tranquillité restructurer la poste sur le dos des travailleurs. C'est une raison supplémentaire pour que tous les postiers la soutiennent énergiquement... Les dirigeants de FO ont annoncé qu'ils ne s'associeraient pas à la grève de solidarité lancée pour la Haute-Vienne ce jeudi. Cela n'a pas surpris les grévistes. Déjà, la semaine passée, dans les assemblées générales ils avaient bien vu que le délégué FO cherchait à saper leur lutte, mais il n'avait pu créer de failles dans leur unité. Du courrier serait détour-

né sur Arcueil dans la région parisienne. Arcueil est un centre qui forme essentiellement des stagiaires et de ce fait, il présente pour l'administration plus de garanties pour tenter de court-circuiter la grève. Quinzième jour de grève ! Est-il pensable encore, qu'au plan national, on fasse semblant d'ignorer ainsi les grévistes de Limoges ! Des sections syndicales d'autres centres de tri ont pris contact directement avec les grévistes récemment. C'est une initiative à développer pour qu'une riposte d'ampleur puisse s'engager contre Giscard-Barre, riposte néces-

saire pour que les travailleurs des PTT obtiennent la satisfaction de leurs revendications. (Pour la solidarité financière, rappelons le numéro de compte : Compte joint Berthou-Malaguise-Fauvet - CCP 1088 97 T Limoges. NB Le centre de tri de Strasbourg s'est mis en grève hier lui aussi sur des problèmes d'effectifs.

NUCLEAIRE

Cherbourg

Manifestation contre le déchargement de déchets radioactifs

DIMANCHE soir à Cherbourg, le port était mis sous haute surveillance. Trois escadrons de gendarmes mobiles prenaient position. Lundi matin, ils déployaient les pompes à eau, les chevaux de frise. La gendarmerie venait protéger un cargo japonais, le « Pacific Fisher » transportant 13,4 tonnes de déchets nucléaires radioactifs japonais. Si les gendarmes mobiles sont ainsi intervenus, c'est que dix huit associations, partis et syndicats s'opposent au déchargement du bateau qui doit avoir lieu à Charbourg. Avant d'arriver hier dans l'après-midi à Cherbourg, ce navire a fait un détour par la Grande-Bretagne où il a livré, le 22 décembre, une partie des déchets radioactifs qu'il transportait à l'usine de retraitement anglaise de Windscale. Les déchets qui ont été déchargés à Cherbourg sous la protection de la gendarmerie sont destinés à l'usine de retraitement de la Hague, qui, pour la première fois, traitera des dé-

chets pour un pays étranger. Le Japon, en vertu d'un accord signé avec la France, doit faire retraiter 1 600 tonnes de déchets à La Hague. Or, cette usine ne présente pas et de loin toutes les garanties de sécurité nécessaires pour traiter une telle quantité de déchets. Hier après-midi, alors que l'arrivée du cargo était annoncée les lycéens, collégiens et les enseignants du SGEN, du SNES et du SNI se mettaient en grève. A 18 h, une manifestation était organisée pour s'opposer à l'acheminement des déchets vers La Hague. A la sortie de leur travail, les ouvriers et employés se joignaient à la manifestation qui regroupait bientôt près de cinq mille personnes. Les gendarmes mobiles commencèrent à lancer de nombreuses grenades lacrymogènes sur le cortège. Les organisateurs de la manifestation apprenaient que l'acheminement devait avoir lieu vers La Hague par chemin de fer. Aussitôt, la voie était barrée à l'aide de morceaux de bois, de poteaux.

SYNDICAT

24e Congrès CGT-PTT

Le premier congrès fédéral après le 40e Congrès de la CGT

Pour lutter, il vaut mieux regarder du côté de Limoges

LE 24e congrès de la Fédération CGT des PTT va se dérouler à Nanterre du 29 janvier au 3 février. Premier congrès fédéral à succéder au 40e congrès confédéral, il s'ouvre dans une période de grande combativité chez les travailleurs des PTT. En effet, ce sont des centaines de grèves locales qui se sont déclenchées depuis la rentrée dans toute la France. Après les grèves victorieuses des centres de tri

de Corbeil et de Pontoise à l'automne, c'est le centre de Limoges qui est en grève depuis presque quinze jours. Toutes ces luttes ont comme point commun de réclamer des augmentations d'effectifs ou l'embauche des auxiliaires : il faudrait créer 50 000 emplois sur toute la France, selon les estimations syndicales. Ces effectifs supplémentaires permettraient de meilleures conditions de travail et des réductions d'horaire.

Ce sera donc un congrès-test à bien des égards : application des orientations du 40e congrès confédéral, et comment donner un nouvel essor aux luttes, comment permettre aux travailleurs des PTT d'obtenir des effectifs supplémentaires comme à Pontoise par exemple ? Un test d'autant plus intéressant que le secrétaire de la Fédération PTT est — au moins jusqu'au congrès — Georges Frischmann, qui a été écarté de la direction confédérale lors du dernier congrès pour avoir manifesté de façon trop ouverte son opposition à l'orientation d'« ouverture » et de « démocratisation » de la CGT.

PAS DE BILAN D'ACTIVITE

Ce qui frappe dans le document soumis à la discussion des syndiqués, c'est l'importance du bilan d'activité et programme reven-

dicatif, les deux étant présentés ensemble, point par point, ce qui évite à la direction fédérale de présenter un bilan d'activité global. Ne craint-elle pas, cette direction, que le vide de ce bilan, présenté de façon globale, ne fasse comprendre à des militants combattifs l'échec de la stratégie prônée par la Fédération : actions dispersées par secteur et par centre sur des revendications « fleuve », coordonnées seulement par quelques journées d'action décevantes ?

En effet, beaucoup des revendications, importantes pour la plupart, (35 heures, samedi libre, embauche, droit syndical, améliorations sociales, formation professionnelle...) mais peu d'acquis sauf peut-être sur les primes (plus 85 % d'augmentation depuis 1975 sur les primes de rendement, premier pas vers un treizième mois, etc.) alors que beaucoup de travailleurs contestent leur maintien !

Beaucoup de revendications, mais rien sur les tactiques de lutte, sur les moyens de les faire aboutir, non plus. Or, les revendications, les travailleurs les connaissent, beaucoup luttent en ce moment pour elles. Ce qui est donc à l'ordre du jour, ce qui devrait être au centre du congrès, c'est comment gagner, comment coordonner ce qui existe et développer les actions, comment trouver une alternative aux éternelles journées d'action démobilisatrices dont plus personne ne veut ? La direction fédérale l'évite soigneusement. « Chaque succès remporté, même partiel, est un frein à l'agression dont est victime le personnel. Il renforce la combativité en mettant en évidence la possibilité de faire reculer le pouvoir, ouvrant ainsi des perspectives pour des luttes de plus grande envergure », lit-on dans le chapitre « les moyens ». Monsieur Frischmann et son équipe man-

quent décidément de mordant ! Sur la nécessité de faire fonctionner la démocratie, c'est à peu près le même manque de conviction : « La participation des syndiqués à l'élaboration des décisions et à leur application est la première des conditions pour permettre à la CGT de jouer le rôle moteur, dynamique, qui doit être le sien ». Pas un mot sur les difficultés à mettre en place cette démocratie, dans une fédération où les structures syndicales sont souvent très lourdes car un grand nombre de travailleurs sont réunis dans un même centre, et que la forte proportion de femmes rend plus difficile l'activité syndicale en dehors des heures de travail... Il semble donc que les travailleurs des PTT ne doivent pas compter sur la direction fédérale CGT pour poser les questions qui les préoccupent. Mais sans doute leurs délégués, eux, se chargeront de le faire. Claire MASSON

LUTTE

Brissonneau et Lotz Marine (Nantes)

Solidarité

Interview de 2 grévistes de BLM



Le matin lundi, les travailleurs de BLM en grève tenaient leur assemblée générale. La situation reste bloquée du fait que la direction n'accepte pas de négocier avant l'évacuation de l'entreprise, occupée par les travailleurs. Mais les grévistes de BLM ne sont pas décidés à céder. La semaine dernière, une rencontre avec l'inspection du travail avait permis une première victoire des travailleurs de BLM : la réduction de 22 licenciements. Mais aujourd'hui, il reste 202 projets de licenciement et la lutte continue.

Dimanche, les organisations syndicales CGT et CFDT appelaient la population nantaise et des environs à une journée « portes-ouvertes » malgré les interdictions, les menaces et pressions de la direction. Cette journée fut un franc succès : plus de 1 000 personnes ont pu visiter les différents ateliers de l'usine et discuter avec les grévistes.

A chaque poste de travail d'un ouvrier que la direction veut licencier, une affichette écrite au feutre : « Dupont Alain, soudeur, 51 ans, marié, trois enfants, 20 ans de boîte ». Sur le sol, des mots d'ordre à la peinture, des inscriptions condamnant certains chefs, larbins de la direction. Des affiches accrochées aux machines : « Non aux licenciements », « Du travail pour tous ! ».

Le mouvement se renforce, la popularisation (affichettes intersyndicales, tracts...) vers les autres boîtes de Nantes et de la zone industrielle de Carquefou (où se trouve BLM) est en bonne voie. L'idée d'une grande manifestation populaire fait aussi son chemin. Dans cette période difficile, la grève des travailleurs de BLM a une grande signification pour la classe ouvrière de Nantes et sa région, durement touchée par les problèmes de l'emploi. Les travailleurs de BLM ont besoin du soutien le plus large possible pour réussir à faire plier leur patron. La solidarité des travailleurs des autres boîtes, ceux qui ont du boulot et aussi ceux qui n'en ont pas (les chômeurs) doit encore se renforcer. La lutte des travailleurs de BLM concerne toute la classe ouvrière : c'est la lutte difficile pour maintenir son emploi, pour refuser les licenciements, contre les attaques d'un patronat arrogant et d'un gouvernement Giscard-Barre qui veut faire payer les frais de la crise capitaliste aux travailleurs.

Du travail pour tous ! Non aux licenciements ! Brissonneau solidarité !

Ils ont accepté (avec l'accord de l'intersyndicale) de répondre aux questions de notre correspondant local, sur la façon dont ils organisent l'occupation de la boîte.

Q : Voilà plus d'une semaine que vous occupez votre usine de jour comme de nuit. Comment cela se passe-t-il ?

R : Le problème de l'occupation de la boîte se pose chez BLM. L'usine est en effet très vaste avec du terrain entouré de grillage ou existant de nombreuses portes ; occuper toute cette surface nous pose problème ; nous avons préféré dans la journée nous regrouper principalement devant les grilles sur le parking autour de la bibliothèque plutôt que de s'éparpiller. Cela permet plus de discussions entre les gens, de renforcer la mobilisation, la cohésion des gars des différents ateliers.

Des rondes de sécurité sont de toute façon régulièrement effectuées dans la journée par de petites équipes. Nous avons aussi accepté d'accompagner des représentants de la direction pour des visites de sécurité. La direction est donc en mesure de savoir que nous respectons et surveillons notre outil de travail et qu'il n'y a pas de danger (et donc pas de prétexte à la provocation).

Q : Pour l'occupation de nuit, rencontrez-vous des problèmes particuliers (couples avec enfants...) ?

R : Peu de femmes occupent. Certaines restent tard et rentrent à la maison après. C'est normal, il y a le problème des gosses... Il y en a qui participent

activement à la grève et c'est dur.

Q : Comment mobiliser les gars pour leur faire comprendre l'importance d'occuper la nuit ?

R : C'est difficile et il ne suffit pas de faire un appel au micro le matin en assemblée générale et de dire aux gars de s'inscrire sur des listes ou d'aller contacter un tel ou un tel pour s'inscrire. Il faut faire ce travail avec sérieux, aller voir personnellement les gars, discuter, les persuader. Nous rencontrons avec cette méthode plus de succès. Le nombre de gars qui occupent la nuit pour cette semaine est en nette augmentation.

Q : Comment s'organise-t-on de nuit à l'intérieur, dans quelles conditions (coucher, repas...) ?

R : On organise des quarts de veille, de 22 h 30 jusqu'à minuit par exemple. La relève se fait toutes les deux heures environ par petits groupes dont des responsables.

Autrement les gars jouent au cartes, discutent, essayent de se distraire. Mais tu sais, après la journée on est fatigué et on a surtout envie de dormir.

Q : L'occupation permet-elle d'avoir des discussions sur la lutte ou sur d'autres sujets dont on ne discute pas autrement ?

R : Il n'y a pas de discussions organisées, de forum. Mais les gars discutent de la lutte par exemple après une partie de tarot.

Q : Mais n'y a-t-il pas d'autres sujets de discussions plus généraux, par exemple : de politique, d'emploi ?

R : Non. Tu sais, on ne discute pas beaucoup de politique entre nous. On sait bien les positions de chacun. On en discute peu, et puis, nous avons besoin de la plus grande unité. On essaye de ne pas se diviser, mais de rester unis sur les objectifs de notre lutte.

Nous acceptons, par contre, le soutien de toutes les organisations politiques sans exception, mais notre lutte c'est à nous de la mener.

Q : Comment se fait l'animation pour les gars qui occupent ?

R : C'est notre faiblesse. Il faudrait qu'on s'en occu-

pe davantage.

Mais nous ne sommes pas avantagés par le temps, le froid, la pluie. S'il faisait beau, on pourrait organiser des tournois de boules ou d'autres choses.

Q : Avez-vous quelque chose à ajouter qui vous tienne particu-

lièrement à cœur ?

R : Oui, tu peux dire dans ton article que la municipalité de gauche nous apporte son soutien : des repas chauds seront désormais servis le midi. C'est une bonne chose, il y aura davantage de gars qui resteront désormais à occuper.



Le piquet de grève à l'entrée de l'usine

DOCUMENT

Avril 1906

La marche sur Trith St-Léger

Ce mercredi, les jeunes de Lorraine sont appelés à une marche sur Longwy. Les marches sont une vieille tradition du mouvement ouvrier dans le Nord en particulier.

Dans le Nord en particulier, elles sont nombreuses les marches que de 1885 à 1914, les grévistes de telles ou telles localités effectuèrent vers d'autres localités afin de faire comprendre à des ouvriers restés au travail que leur devoir de classe leur faisait une obligation sacrée de se joindre aux combattants qui étaient aux prises avec les exploités.

Mais de ces marches, les deux exemples les plus caractéristiques sont ceux que donnèrent les grévistes de Denain, lorsqu'en avril 1906, ils se rendirent par milliers à Trith St-Léger et à Haveluy. Voici le récit de la première.

C'est dans L'Echo du Nord d'avril 1906 que nous allons puiser nos renseignements.

La veille, les mineurs en grève de Denain, Lourches, etc. avaient fait savoir qu'ils se proposaient de se rendre le lendemain à Trith St-Léger, afin de débaucher les ouvriers des « Forges et aciéries du Nord ».

Immédiatement, des forces considérables furent transportées aux abords de Trith St-Léger. A l'aube, 6 000 mineurs se mettent en marche.

L'Echo du Nord écrit : Le passage à nouveau de

deux kilomètres, mon lieutenant.

« Bien, allez prévenir le capitaine. Le cavalier part, le petit poste monte à cheval et se replie sur le gros de l'escadron ».

PREMIERES ESCARMOUCHES

Et voici les grévistes dans Prouvy. Ils ne tardent pas à entrer en contact avec la cavalerie. L'Echo du Nord raconte : « A 6 h, les manifestants pénètrent dans Prouvy. Ils portent un grand drapeau rouge en tête. La longue colonne compte environ 6 000 hommes. Tous sont armés de matraques et chantent « l'Insurgé ». Ils sont partis de Denain sans incident. Leur objectif est Trith Saint-Léger où les ouvriers des « Forges et aciéries du Nord » travaillent.

Ils traversent la voie ferrée et dépassent la halte de Lefort. La colonne atteint le pont de Lefort, sur une dérivation de l'Escaut où elle se heurte à trois pelotons du 21e dragons et à des compagnies d'infanterie. En même temps, l'escadron du

11e cuirassier vient s'établir à la halte de Lefort, sabre au clair ».

UNE TERRIBLE MELEE

« Un clairon sonne. Aussitôt, sabre haut, les dragons foncent sur la colonne de grévistes qui les criblent de pierres. Un gendarme est désarçonné. Le capitaine Ricour, blessé par une pierre à la joue droite, saigne abondamment. C'est alors une mêlée indescriptible. Les grévistes tiennent courageusement tête à leur assaillant. Les cavaliers et les gendarmes s'acharnent sur les groupes de mineurs isolés qui sont poursuivis, traqués dans les jardins voisins. D'autres peuvent se réfugier dans les maisons proches dont les portes ont été ouvertes toutes grandes par leurs locataires ouvriers, afin de permettre aux grévistes de trouver un refuge. Des mineurs, pour avoir la vie sauve, sont obligés de se jeter dans l'Escaut, qu'ils traversent à la nage. Mais la grosse majorité des manifestants parvient à se regrouper et à regagner Denain.

L'HUMANITE ROUGE - Mercredi 24 janvier 1979

Témoignage sur le pré-apprentissage « M'estimer heureuse que l'élève ne fasse pas du balayage »

DANS notre édition du 14 janvier, nous soulignons l'intérêt croissant du patronat pour l'apprentissage. Le témoignage d'une enseignante, ci-dessous, illustre la façon dont l'Éducation nationale prête ses élèves, dans le cadre du pré-apprentissage, pour le plus grand profit des patrons du coin. Il témoigne de la complicité étroite qui unit, bien souvent, des huiles de l'Éducation nationale aux gros industriels.

« Je suis maître-auxiliaire dans une classe de CPA (Classe préparatoire à l'apprentissage) : les élèves sont des pré-apprentis qui sont une semaine au collège, une semaine chez un patron. Dans mon emploi du temps, j'ai des heures de visite aux patrons des élèves (en général des artisans).

Je suis donc chargée de discuter de « l'apprentissage

méthodique et complet de la profession choisie ». Mais cela, c'est la théorie. Un élève qui n'avait pas trouvé d'employeur a été placé par l'école dans une grosse entreprise de meubles, chez « le » capitaliste du coin.

Lors d'une première visite, je constate que, en trois semaines de stage, l'élève n'a pas bougé du même poste de travail ; une machine qui

débite des bouts de planche qu'il doit entasser dans un chariot.

Je demande donc au contremaître qu'on lui trouve des activités où il apprendra réellement le travail du bois.

Je fais une deuxième visite après deux autres semaines de stage. L'élève a changé de poste, mais ce n'est toujours pas pour apprendre la menuiserie : on l'a mis à la teinture, où il fait encore des gestes répétitifs qui ne lui apprennent rien. J'en discute avec un responsable des bureaux qui reconnaît que ça n'est pas très correct et qui me promet de demander au patron de le placer à l'atelier de réparation où il ne fera plus un boulot à la chaîne. Très bien !

Mais à la sortie de l'usine, je suis interpellée par un individu (le fils du patron) qui me dit de m'estimer heureuse que l'élève ne fasse pas du balayage, qui m'explique la chance qu'il a de « voir comment on travaille dans une vraie usine, entreprise moderne », que l'apprentissage du métier de menuisier, c'est dépassé et que grâce à la formation-maison qui lui sera dispensée, le jeune aura peut-être le privilège d'être gardé comme OS dans la boîte...

Mais l'histoire ne s'arrête pas là : le lundi suivant en arrivant au collège, je suis convoquée dans le bureau du directeur qui m'annonce que j'ai provoqué quelque chose de grave : l'école vient de recevoir une lettre du patron déclarant « qu'en raison des visites répétées et malveillantes du professeur, il se voyait dans l'obligation de renvoyer l'élève... »

Et voici quelle a été la réaction du directeur de l'école : à cause de mon zèle

intempestif, la taxe d'apprentissage (*) allait sûrement être déversée à l'école des curés, le patron n'allait peut-être plus accepter de faire travailler les élèves de la SES (**) sur ses machines, etc.

Vous voyez qu'il y a en dessous des histoires d'argent. Les entreprises soumises à la taxe d'apprentissage peuvent payer cette taxe sous forme de subventions dans les établissements scolaires et en contre-partie ceux-ci acceptent de laisser faire un boulot dégueulasse à des jeunes de moins de 16 ans (qui ne perçoivent bien sûr aucun salaire). Le patron à qui j'ai affaire a quand même la démagogie de donner aux jeunes 100 F par semaine pour faire le travail d'un ouvrier.

La conclusion de toute cette affaire pour mon directeur, est donc que je suis fautive d'avoir mis le nez où il ne fallait pas parce qu'il m'avait prévenue à l'avance que le gros patron en question était « intouchable » dans la région !

Est-il normal que l'Éducation nationale, lorsqu'il s'agit des élèves des « cycles courts », se conduise ainsi en véritable marchand d'esclaves ?

(*) La taxe d'apprentissage est un impôt obligatoirement payé par les industriels pour financer les investissements des collèges de l'Éducation nationale pour l'achat de machine, de matériel destinés à l'enseignement d'un métier manuel.

(**) SES : Section d'éducation spécialisée, classe « garage » de l'Éducation nationale, qui pratique aussi les stages chez les patrons pour les élèves sans aucune rémunération.

Petites phrases menaçantes

CHRISTIAN Beullac, ministre de l'Éducation nationale, a prononcé quelques petites phrases, nullement anodines au cours du colloque organisé samedi 20 janvier par le Centre des démocrates sociaux. Premièrement, Beullac reprend les thèses d'Haby sur la politisation des cours ; en effet, le maître doit « apporter à l'élève des types de raisonnement, des critères de jugement », critères qui seraient définis bien évidemment par le ministère de l'Éducation nationale ; gare alors aux enseignants qui ne distilleraient pas les bons jugements à leurs élèves !

Deuxièmement, Beullac s'avance de plus en plus dans le chemin de la polyvalence des professeurs : « L'enseignant doit demeurer un généraliste quelque soit son niveau de spécialisation ». Sous le couvert de l'universalité des enseignants, combien d'enseignants furent nommés, à la rentrée 1978, sur des postes qui n'avaient rien à voir avec leurs spécialités, professeur d'espagnol nommé sur un poste de soudure à l'arc !

Troisièmement, Beullac va utiliser l'aspiration des enseignants à des cours de perfectionnement, de recyclage ou de formation, pour dispenser ces cours « en-dehors des heures de service ».

Quelques petites phrases anodines ? Menaçantes plutôt pour l'avenir des enseignants !

NV

TRAVAILLEURS IMMIGRES

Une forte augmentation du chômage

Le ministère du Travail a publié des statistiques relatives au chômage des travailleurs immigrés. Selon cette étude, entre septembre 1976 et 1978, le nombre des « demandeurs d'emploi » d'origine étrangère a augmenté de 51 % alors que l'augmentation globale du nombre des demandeurs d'emploi (Français et immigrés) est, durant la même période, de 36,9 %.

Les travailleurs immigrés au chômage représentaient, en 1976, 7,9 % du total des chômeurs. En septembre 1978, ils en représentaient 10 % alors qu'ils constituent 8,5 % de la population active totale.

LES PLUS TOUCHÉS : PORTUGAIS ET MAGHREBINS

Les plus touchés par le chômage sont les travailleurs portugais et maghrébins. De septembre 1976 à septembre 1978, l'augmentation officielle du nombre

de chômeurs pour les premiers a été de 73,9 %. De septembre 1977 à septembre 1978, elle a été de 29,30 %. En ce qui concerne les seconds, l'augmentation du nombre des chômeurs par nationalité est la suivante sur les deux périodes envisagées précédemment (Septembre 1976 à 1978 et septembre 1977 à septembre 1978) : Marocains : plus 60,9 % et plus 10,65 %, Algériens : plus 60,2 % et plus 26,29 %, Tunisiens : plus 51,9 % et plus 7,2 %.

Les secteurs les plus touchés par le chômage des immigrés sont le bâtiment et les travaux publics. Alors que les immigrés représentent 22 % des ouvriers de ce secteur, les chômeurs immigrés en représentent 26 %.

LA FAIBLE QUALIFICATION EN CAUSE

La cause invoquée par le ministère du Travail pour expliquer la proportion plus grande d'immigrés que de

Français au chômage est la faiblesse de la qualification des premiers — chez les immigrés d'origine européenne (sauf les Portugais), le chômage est proportionnellement moins important que pour les nationalités que nous venons de voir et cela serait dû à une meilleure qualification.

Il est un fait que l'immense majorité des immigrés, originaires de pays encore très pauvres et peu développés économiquement, ont une faible qualification. En France, 67 % des immigrés sont manœuvres ou OS. En Lorraine, par exemple, 82 % des immigrés sont sans qualification. En ce qui concerne les Algériens, 85 % sont OS ou manœuvres. Il est certain que le chômage touche d'abord les ouvriers peu qualifiés et donc les immigrés (c'est aussi le cas des femmes et des jeunes).

Mais on peut être certain aussi, ce que le ministère ne dit pas, que parmi les ouvriers peu qualifiés, les immigrés seront les premiers

concernés par les licenciements et le chômage. Car il s'agit d'une politique délibérée de la bourgeoisie.

UN MOYEN POUR LES EXPULSER

L'augmentation rapide du nombre de chômeurs immigrés doit être liée aux mesures d'expulsion prises contre eux. Un immigré au chômage a le « choix » (quelle belle liberté !) entre deux solutions, aussi iniques l'une que l'autre : ou s'inscrire au chômage à l'ANPE et si, dans les six mois qui suivent, il n'a pas retrouvé du travail (ce qui est courant), il sera expulsé automatiquement. Ou alors, pour ne pas être expulsé, il ne s'inscrit pas au chômage. Mais, dans ce cas, il ne recevra pas d'indemnités et pour lui la situation deviendra vite intenable puisqu'il sera sans ressources.

Le pouvoir utilise donc le chômage pour expulser les immigrés ou les affamer.

VU A LA TELEVISION

Chez les éleveurs de porc

Femme, chef d'exploitation, dirigeante syndicale

« Par elles-mêmes » : comme le titre l'indique, cette émission télé sur Antenne 2 donne chaque semaine la parole à une femme pour qu'elle se présente. Il y a eu une femme magistrale, puis une femme chirurgien ; hier, c'était Anne-Marie Crolais, une agricultrice de 26 ans, présidente du CDJA des Côtes-du-Nord. Chose rare à la télévision, on avait l'impression d'être proche de la réalité, de ceux qui produisent les richesses, de ceux qui luttent. Nous voyons Anne-Marie Crolais dans sa vie de tous les jours, sa vie de dirigeante syndicale, mais aussi sa vie de paysanne. Dans la porcherie. Avec son mari, ils tiennent un élevage de 97 truies, ils sont naisseurs-éleveurs. C'est l'occasion de belles images sur la mise bas d'une truie et les soins quotidiens aux porcelets. Anne-Marie partage les travaux de son mari à la ferme, elle en partage aussi les responsabilités ; elle est chef d'exploitation au même titre que son mari, elle raconte qu'elle a suivi des cours pour pouvoir exécuter de façon rationnelle toutes les tâches de la ferme aussi bien que son mari. Ce qui n'allait pas de soi au début. On la voit conduire le tracteur, mais elle a son mot à dire au même titre que son mari quand il est question de le changer.

Elle est dure, la condition des femmes agricultrices : pas de week-end, pas de congés-maternité, pas

de vacances, plus qu'ailleurs les femmes agricultrices subissent leur milieu.

Agricultrice et dirigeante syndicale : c'est un événement en même temps que le fruit d'une lutte ; elle est la première femme à accéder à une responsabilité aussi haute dans le syndicalisme paysan. A chaque étape, elle a dû faire ses preuves devant les hommes. Chose qui n'est pas pour lui faire peur. Elle est habituée à se battre : devant la caméra, elle évoque les conditions de vie des agriculteurs : 1 700 F mensuels pour vivre, le prix du porc qui vient encore de baisser : « Nous allons déclencher une action syndicale directe, passer à l'attaque, on s'est trop longtemps foutu de nous ! » ; elle continue : « L'indice des prix de M. Barre, on en a assez », « Je suis pour l'Europe, pour l'Europe monétaire, c'est le sens de l'évolution, mais nous ne devons pas en faire les frais ». Le combat fait partie de sa vie et ce n'est pas simple quand on a des enfants jeunes, à la campagne et qu'on est isolé. Pour Anne-Marie, le fait de pouvoir se battre au même titre que les hommes, avec des responsabilités dans la lutte, c'est une victoire. A travers ce témoignage, bien au-delà de la vie d'Anne-Marie et de sa ferme, c'est dans le milieu des paysans, petits et moyens, et dans leurs luttes que nous avons pénétré.

Sport

Tournée des gymnastes chinois en France

Yang Yueshan : un espoir mondial de 13 ans

DEPUIS le 12 janvier l'équipe de chinoise de gymnastique effectue une tournée en France. La presse unanime a salué les exploits du jeune Yang Yueshan (treize ans, 1,40 mètre, 30 kilogrammes). Il est né à Beijing (Pékin) et fréquente une école de sport depuis trois ans. A son programme figurent les exercices mondialement reconnus comme les plus difficiles. Ainsi, le double saut périlleux arrière terminé par une triple virelle au sol ; aux anneaux il réalise la croix de fer doublée d'un grand écart, aux barres parallèles, il fait le soleil, il termine l'exercice de barre fixe par trois sauts périlleux.

Aux récents championnats du monde de Strasbourg, seul le Japonais Eizokenmotsu avait réussi ce programme audacieux. Le jeune gymnaste fait preuve d'une aisance

qui laisse bien augurer de la suite de sa carrière. Chaque exercice déchaîne un tonnerre d'applaudissements dans la salle. Après chaque représentation, les vestiaires sont envahis et Yang Yueshan doit signer autographe sur autographe. Un an à peine après leur admission au sein de la fédération internationale, les gymnastes chinois sont en mesure de briger les premières places. L. Chang Mingsen, chef de la délégation, a affirmé qu'il y avait en Chine une centaine de gymnastes de la classe de Yang Yueshan. Voilà un grand apport à la gymnastique mondiale et à l'amitié entre les deux peuples.

Rendez-vous à Dallas en décembre aux championnats du monde.

L'équipe chinoise sera le 23 décembre à Orléans, le 25 à Lyon et le 28 à Mulhouse.

Tourouvre (Orne)

«Nous pesons nos mots quand nous disons que nous irons jusqu'au bout»

En ce début d'année 1979, les habitants de Tourouvre et des environs et plus particulièrement les travailleurs de l'AREACEM sont à leur tour touchés par le plan de restructuration Barre-Peigrims, Peigrims étant le PDG de la société.

usines à Tourouvre, on parle aussi de fermeture à l'entreprise de couture.

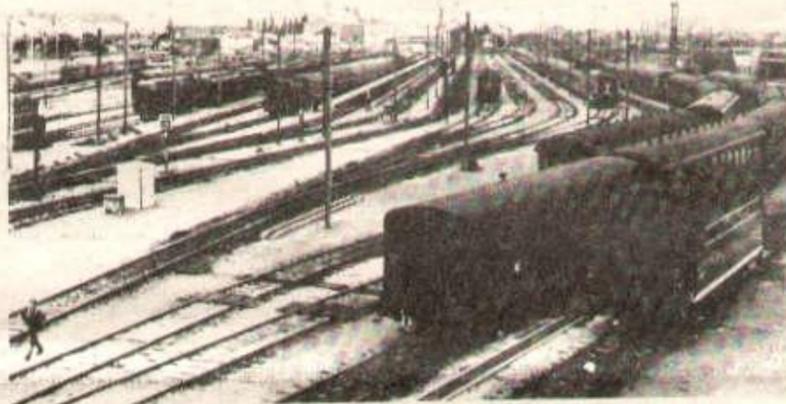
Parmi les licenciés, cinq militants CFDT sont en tête de liste. En agissant ainsi, la direction prouve qu'elle a besoin d'avoir les mains libres pour les mois qui suivent, car ces travailleurs représentent la défense des travailleurs.

Nous attirons l'attention sur le fait qu'il ne s'agit pas de défendre des camarades plus que d'autres, mais que ce n'est pas le hasard ou un concours de circonstances, mais bien la volonté de faire payer cher l'audace de s'affronter au patron. Nous appelons à une mobilisation prochaine tous les habitants de la région, les camarades en lutte dans d'autres entreprises, les commerçants de Tourouvre et environs, les municipalités de Tourouvre et environs pour stopper cette opération chômage.

De là dépend la survie des travailleurs du Perche et d'ailleurs.

Syndicat métaux du Perche

Extraits d'un communiqué CFDT de l'AREACEM.



SNCF : un conseil de discipline qui est un tribunal d'exception : la seule façon de faire reculer l'administration est la mobilisation des travailleurs.

Cent vingt licenciements sont prévus pour le 15 mars. Les raisons de la direction : diminution de la masse salariale, automatisation, restructuration.

La direction a frappé fort : cent vingt licenciements pour un effectif de quatre cent trente, cela fait presque le tiers de l'entreprise qui disparaît. Cela s'accompagne de mutations avec déqualification et perte de salaire pour ceux qui restent. Tout cela pourquoi ? Le fric, toujours le fric !

Nous dénonçons la politique de profits de la direction pour une raison bien simple : nous nous moquons de savoir si la marque AREACEM existera encore l'année prochaine, dans la mesure où le tiers du personnel reste sur le carreau. Que veulent dire automatisation et techniques quand ces fameuses machines prennent notre place ?

NOUS IRONS JUSQU'AU BOUT !

Nous nous sommes toujours battus pour que des camarades ne soient pas licenciés. Aujourd'hui nous irons jusqu'au bout pour que des solutions soient trouvées, mais nous n'accepterons pas de voir disparaître des travailleurs.

Que ce soient des hommes, des femmes, mariés ou non, il n'y a aucune raison pour qu'il y en ait qui restent et d'autres qui partent ; d'autant plus que le chômage existe ailleurs. Alors partir pour aller où ? Nous pesons nos mots quand nous disons que nous irons jusqu'au bout.

L'ENTREPRISE VIVRA AVEC TOUT SON PERSONNEL OU NE VIVRA PAS !

L'AREACEM n'est pas la seule à avoir des problèmes, car sur trois

SNCF-Paris Sud-Est

Aujourd'hui deux militants et demain ?

La direction de la SNCF veut sanctionner deux agents de conduite du dépôt de Paris Sud-Est. L'un est militant CGT, l'autre CFDT ; elle demande au conseil de discipline de leur infliger un avertissement avec déplacement. Les faits reprochés ? Avoir occupé avec des usagers les couloirs de la direction régionale, empêché des trains de partir et occupé à Villeneuve un poste d'aiguillage. Dans d'autres régions, pareilles actions avaient aussi été menées. Par rapport aux faits reprochés, la sanction est hors du commun.

En fait, la SNCF veut intimider les travailleurs combattifs et dissuader les cheminots de se défendre efficacement.

Au conseil de discipline, véritable tribunal d'exception qui existe aussi aux PTT, les jeux sont faits d'avance pour les travailleurs. En effet, il est composé à égalité de représentants de l'administration et des organisations syndicales, mais en cas d'égalité des voix, c'est-à-dire même si tous les représentants du personnel votent contre, la sanction passe quand même car l'administration a voix prépondérante. Aussi, en définitive, que la sanction passe ou pas, cela dépend de la mobilisation des travailleurs. C'est à cette mobilisation qu'appelle la CFDT pour exiger qu'il n'y ait pas de tenue du conseil de discipline.

Vive la lutte des ouvrières de Ronis (Lyon)

(Extraits du bulletin de la cellule Louise Michel du PCML)

En cette période particulièrement difficile pour la classe ouvrière à cause des menaces grandissantes sur l'emploi et à cause du découragement consécutif à l'impasse de mars 1978, la lutte des ouvrières de Ronis est un exemple. Le patron qui comptait sur le calme qui régnait dans l'entreprise depuis la grève de 1974 en aura été pour ses frais : la détermination est toujours grande à Rhône-Isère et ses nombreuses tentatives pour diviser le personnel ont échoué. Un certain nombre d'ouvrières professionnelles se sont retrouvés dans la lutte à côté des OS. Quant au personnel d'encadrement, bien qu'aucun n'ait osé s'affirmer ouvertement pour la grève, un certain nombre ne voyait pas d'un mauvais œil ce qui se passait. Pour la première fois, l'unité s'est faite avec les travailleurs d'Autun à travers les deux sections syndicales CGT.

Les ouvrières de Ronis ont montré leur volonté de ne pas en rester à des actions symboliques lors des journées d'action nationale sans lendemain. Un grand nombre d'entre elles n'ont pas hésité à participer à des actions que la bourgeoisie qualifie « d'illégalistes » telles que l'occupation des locaux, les défilés dans les ateliers. Elles ne se sont pas laissées impressionner ni par les menaces de l'appareil répressif de la bourgeoisie : huisserie et Cie, ni par les vociférations de quelques antigévistes soutenus par une partie des agents de maîtrise (en général les « piliers de bistrot »).

Pour consolider les acquis de la lutte, il faut travailler encore à renforcer les syndicats et imposer aux directions syndicales d'engager des luttes conséquentes pour faire reculer le patronat et le gouvernement. Des milliers de licenciements, le chômage sans cesse accru, et maintenant les salaires diminués par la hausse des cotisations de Sécurité sociale, voilà bien en effet assez de raisons pour que la classe ouvrière se dresse toute entière.

Mais ce combat de résistance ne suffit pas. Dès aujourd'hui, il faut préparer les conditions de renversement du système capitaliste.

Reconstruire un authentique parti communiste ! Rejoindre le PCML, c'est le seul moyen d'y parvenir et de faire que nos luttes d'aujourd'hui ne soient pas des échecs ou des victoires momentanées.

MARSEILLE

Quel avenir pour la Corse ?

L'Unione di u Populu Corsu (UPC) organise sur ce thème une grande réunion politico-culturelle, le samedi 27 janvier 1979, salle Saint-Georges - Marseille.

- 16 h 30 à 18 h 30 : Meeting politique avec les responsables du mouvement et le Docteur Edmond Simeoni ;
- 19 h 30 à 22 h : Soirée culturelle avec

I Muvrini

Jeunes chanteurs et poètes de langue corse, ils sont le vivant témoignage d'une culture vivante, capable de se renouveler, de se perpétuer, tout en plongeant ses racines dans la richesse du passé.

Aulièru Arrigu Mannarini

Guitariste compositeur d'une virtuosité exceptionnelle, il est depuis plusieurs années considéré comme le plus grand guitariste classique corse. Parmi ses nombreuses œuvres, nous citerons simplement « Libertà » et « Ponte Novu ».

Les participants pourront se restaurer sur place de 18 h 30 à 19 h 30.

COMITE DE SOUTIEN AUX FOYERS SONACOTRA

Le mercredi 24 janvier 1979, dix-sept résidents du foyer Sonacotra de Saint-Ouen-l'Aumône sont assignés au tribunal de Pontoise avec menaces d'expulsion.

Nous devons apporter un large soutien aux résidents en lutte, car la Sonacotra veut frapper un grand coup. En effet, avec les résidents de Saint-Ouen-l'Aumône, deux foyers d'Argenteuil sont également assignés. En plus, des expulsions ont déjà été prononcées dans d'autres foyers de travailleurs immigrés en France (86 à Stasbourg, Metz, Nanterre).

La Sonacotra, appuyée par le pouvoir, accentue la répression et multiplie les procès contre les résidents.

Seule l'unité français-immigrés pourra faire reculer la Sonacotra. C'est pourquoi, nous appelons toutes les organisations politiques, syndicales et les associations de locataires, etc. et individus à manifester avec les résidents le mercredi 24 janvier 1979, rassemblement à 8 heures devant le foyer.

Une réunion du comité de soutien pour préparer cette manifestation aura lieu le vendredi 19 janvier à 18 heures au foyer (rez-de-chaussée).

LYON

La situation intérieure en Chine

Cette conférence organisée par l'Association des amitiés franco-chinoise et animée par Hélène Marchisio, secrétaire générale des Amitiés franco-chinoises aura lieu le mardi 6 février à 20 h 30 à l'El Dorado - 35, rue du Commandant Fuzier.

Le numéro de téléphone de l'Humanité rouge 205 51 10

LISEZ l'humanité rouge organe central du Parti communiste marxiste-léniniste B.P. 61, 75861 Paris cédex 18

Ce bandeau est disponible. Passez vos commandes à l'administration du journal.

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste

NOM
PRENOM
Lieu de travail
Adresse
Code postal

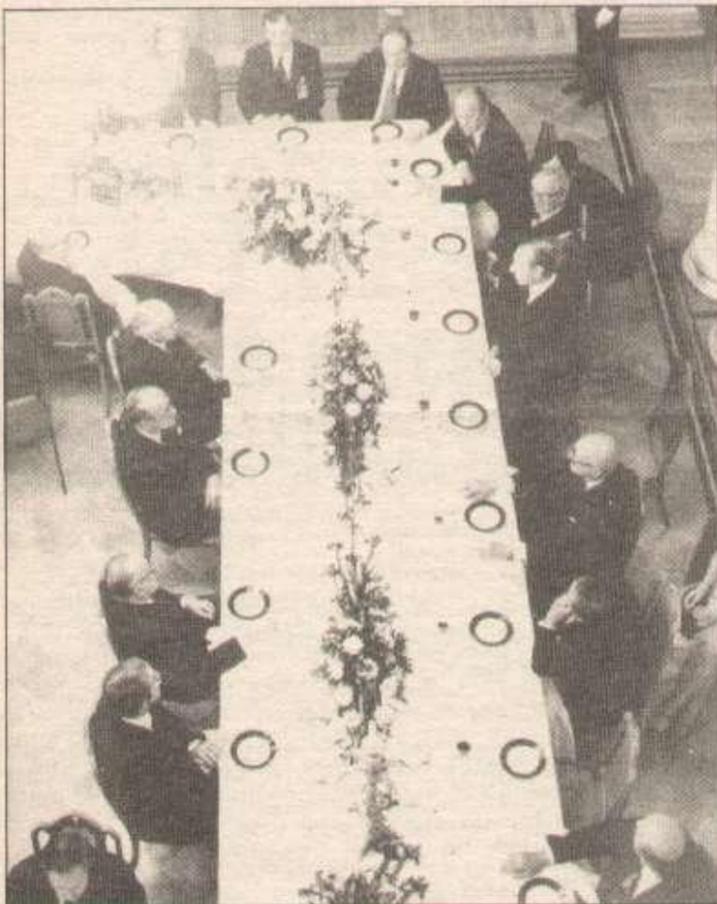
(A retourner à la boîte postale de l'Humanité rouge).

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel
L'Humanité rouge - Pour toute correspondance :
BP : 61 75861 Paris cédex 18
CCP : 30 226-72 D La Source
Tel : 205-51-10 (répondeur) ; 205 52 23 (journalistes)
205 55 80 (administration)

Directeur de publication : André Druenne
Commission paritaire No 57 952
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Dépot légal 1er trimestre 1979

L'Europe, point-clé de la rivalité URSS - USA



Le banquet d'Helsinki : URSS et USA étaient bien décidés à se servir les premiers.

Helsinki et le partage de l'Europe en zones d'influences

La Conférence d'Helsinki reste aujourd'hui le pivot des relations en Europe. Réunie en août 75 avec la participation de 35 chefs d'Etat (32 européens, l'URSS, les Etats-Unis et le Canada), la Conférence se séparait après avoir adopté l'Acte final, laborieusement élaboré dans les deux années précédentes. Il comprenait trois « corbeilles » :

— La première porte sur les questions relatives à la sécurité en Europe, affirmant l'inviolabilité des frontières en Europe et le caractère complémentaire des aspects politiques et militaires de la sécurité.

— La seconde prévoit le développement des relations économiques.

— La troisième portait sur les domaines « humanitaires ». Des contradictions vives avaient opposé les Etats-Unis et l'URSS à propos des paragraphes portant sur les contacts entre les personnes et sur l'information.

Les accords américano-soviétiques qui se multipliaient depuis le début des années soixante constituaient la toile de fond et la condition essentielle de la réunion d'Helsinki. Or les accords SALT signés en 1972, les accords de non prolifération nucléaire, s'ils étaient présentés comme des gestes de paix, n'en étaient pas moins incapables, bien entendu de réduire la formidable progression des armements. Par contre ils avaient renforcé la suprématie soviéto-américaine dans les domaines nucléaires d'une part, et la dépendance très étroite des deux parties de l'Europe à l'égard des relations soviéto-US d'autre part. Après leur défaite en Indochine, les Etats-Unis renforçaient leur dispositif en Europe occidentale, tandis que l'URSS, après son intervention en Tchécoslovaquie, affirmait sa volonté d'y prendre pied.

DONNANT - DONNANT

Les ambitions contradictoires des USA et de l'URSS avaient été le fondement de l'Acte final d'Helsinki. L'URSS en faisant reconnaître l'intégrité territoriale des Etats existants, faisait consacrer le partage de l'Allemagne et sa tutelle sur la RDA. Les Soviétiques obtenaient un consentement tacite à leur affirmation

selon laquelle l'intervention en Tchécoslovaquie « n'était pas un exemple de recours à la force » et le droit implicite d'agir de même dans une situation similaire. Les Etats-Unis attendaient en échange de la reconnaissance de son empire à l'Est, que l'URSS accepte un statu-quo politique et militaire. Par ailleurs ils escomptaient que les deuxième et troisième corbeilles permettraient leur pénétration à l'Est et contribueraient à créer des brèches importantes dans l'empire russe.

LA ZONE NEVRALGIQUE

Dans son fond la Conférence d'Helsinki constituait un cadre pour la rivalité soviéto-US, ne modifiant en rien les dispositifs militaires. La Conférence de Vienne sur la réduction mutuelle des forces, ouverte depuis 1973, n'avait abouti à aucun résultat et ne pouvait aboutir à aucune véritable mesure de désarmement en Europe, car elle se limitait aux seules forces de Centre Europe et excluait les forces nucléaires, laissant de côté le problème du déploiement des flottes. Mais elle consacrait d'une part le partage de l'Europe, et définissait d'autre part celle-ci comme la zone névralgique, à la fois pour les USA et pour l'URSS, des relations entre les superpuissances.

TROIS ANS DE «DETENTE»
TROIS ANS DE RIVALITE

Par Grégoire
CARRAT

● L'existence, sur le sol européen, d'un arsenal sans précédent dans l'histoire, la concentration de la plus grosse partie des forces militaires mondiales (la plus grande densité des effectifs militaires, la plus grande partie des charges nucléaires, les deux tiers des avions), le renforcement tout au long des années 1970 de la rivalité USA-URSS dominé par le déploiement accéléré de la puissance militaire soviétique en Europe. Voilà qui vide de tout contenu l'idée selon laquelle la politique de détente en Europe consacrée par la conférence d'Helsinki tenue en août 1975 signifierait pour le continent un espoir de paix. Cette illusion, entretenue à dessein par l'Union soviétique, est démentie par l'évolution de la situation depuis la conférence d'Helsinki : loin de se détendre, la situation en Europe s'aggrave.

Et ce n'est guère étonnant, puisque l'Europe est le point-clé de la rivalité américano-soviétique.

Brejnev : mainmise à l'Est,
pressions à l'Ouest

L'URSS faisait signer dès octobre 1975 à la République démocratique allemande (RDA) un traité, qui stipule notamment que les deux parties « se déclarent disposées à prendre les mesures nécessaires pour la protection et la défense des conquêtes historiques du socialisme, de la sécurité et de l'indépendance des deux pays ». Un article semblable figurait dans le traité imposé à la Tchécoslovaquie après l'invasion de 1968. L'intention en est évidente : légitimer, le cas échéant, une éventuelle intervention soviétique en RDA. Par ailleurs le traité plaçait dans une dépendance encore plus étroite les troupes est-allemandes en prévoyant que, « au cas où une des deux parties serait l'objet d'une attaque armée de la part d'un Etat ou d'un groupe d'Etats quelconques », l'autre partie « lui accorderait sans délai toute assistance, y compris militaire ».

Après avoir renforcé sa domination sur l'Allemagne de l'Est, l'URSS a entrepris de renforcer le Pacte de Varsovie. Les troupes soviétiques stationnées en Europe passaient de 500 000 à 600 000 au cours

de l'année 1976. En novembre la réunion du Conseil politique consultatif du Pacte de Varsovie (instance suprême de l'alliance, composée des secrétaires généraux des partis, des chefs de gouvernement, des ministres des Affaires étrangères et de la Défense des pays membres) entérinait la demande soviétique de création d'un secrétariat unifié et d'un conseil des ministres des Affaires étrangères. La coordination et le contrôle par l'URSS des politiques étrangères des pays membres en étaient ainsi accrus. En novembre 1978 Brejnev fut cependant mis en échec par le refus roumain d'augmenter les dépenses militaires. Il ne put non plus obtenir du comité politique une déclaration de soutien à l'agression vietnamienne contre le Cambodge. Cependant, la Bulgarie et la RDA en premier appliquaient les mesures de renforcement militaire, tandis que tous les pays membres du Pacte de Varsovie, à l'exception de la Roumanie, emboîtaient le pas à l'agression vietnamienne. En renforçant sa domination sur l'Europe de l'Est et en renforçant l'alliance militaire de l'Est, Brej-

nev montrait lui-même quel crédit il faut accorder à ses phrases sur son désir que soient dissous les deux blocs militaires.

Ayant renforcé son emprise sur l'Europe de l'Est, Brejnev a multiplié pressions et interventions dans les affaires intérieures des pays ouest-européens. Ainsi, on vit en décembre 1976, Ponomarev demander à la commission des Affaires étrangères du Parlement français que la France change de politique de défense. En juin 1977, Brejnev lui-même, énonça les mêmes exigences auprès de Giscard d'Estaing ; en octobre 1978, Gromyko réaffirmera, à Paris, les mêmes prétentions.

En Europe du Nord, en décembre 1977, Kossyguine s'en prenait violemment aux chefs des gouvernements de Suède, du Danemark et de Norvège en exigeant d'eux qu'ils réduisent les mesures de défense prises par eux ; en mars 78, les Soviétiques déployaient ostensiblement les sous-marins dans la Baltique, pour impressionner ces pays.

Influence américaine
et volonté d'indépendance de l'Europe

Les Etats-Unis n'ont pas vu aboutir leurs espoirs d'une réduction des ambitions soviétiques, du fait de la conférence d'Helsinki. La reconnaissance d'une « unité organique » entre l'URSS et les pays d'Europe de l'Est par la doctrine Sonnenfeldt, nom du conseiller de Kissinger, n'a pas eu de contrepartie. L'extension des relations économiques Est-Ouest n'a que peu entamé la cohésion du CAEM (Marché commun de l'Europe de l'Est), imposée par l'URSS, et renforcée par la mise en œuvre accélérée du plan d'intégration. Par contre, elles ont donné à l'URSS de nouveaux moyens de renforcer son potentiel économique, support essentiel de son effort continu d'armement, et lui ont donné de nouveaux moyens de pénétration à l'Ouest. En janvier 1978 Carter effectuait un voyage en Pologne où il encourageait ostensiblement les tendances centrifuges et opposées à l'URSS. Gierek était alors appelé en consultation à Moscou pour y faire amende honorable.

Les Etats-Unis s'ingèrent dans

les affaires intérieures des pays européens. En 1976, Kissinger fait savoir qu'il ne resterait pas indifférent au cas où, dans un pays européen, un parti révisionniste accéderait au pouvoir. Malgré les ouvertures de l'administration américaine face à l'euro-communisme, l'ambassadeur américain en Italie brandit la menace de représailles si le PCI venait à participer directement au gouvernement. Quant à la France, rappelons que Carter avait en janvier 78 soutenu sans vergogne à la fois la politique du PS vis-à-vis du PCF et les tentatives giscardiennes de réunir les conditions d'une coalition centre-gauche.

Si les USA peuvent se permettre d'intervenir de telle manière, c'est que, notamment, la pression militaire croissante de l'URSS sur l'Europe leur en donne les moyens. Ils profitent de leur suprématie militaire et du fait que les pays d'Europe occidentale sont obligés aujourd'hui de compter sur la puissance américaine pour leur défense.

Mais il leur faut bien tenir

compte de la volonté des pays européens de mener une politique qui aille dans le sens de leurs intérêts propres. C'est ce qui explique les nombreuses divergences entre les pays européens et les Etats-Unis concernant de nombreuses questions (relations économiques, attitude à l'égard de l'URSS, politique de défense).

L'aggravation de la rivalité entre les USA et l'URSS, centrée sur l'Europe, a conduit au renforcement de la domination soviétique à l'Est, tandis qu'à l'Ouest elle crée des difficultés aux possibilités qu'a l'Europe, dans le cadre défini par la CEE et le Conseil européen, de s'affirmer comme une force indépendante.

En outre, au lieu d'une « sphère de paix », les ambitions soviétiques et la réaction américaine ont désigné l'Europe comme le point clé de leur rivalité, et un champ de bataille potentiel dans une guerre dont les pays européens ne peuvent maîtriser ni le déclenchement, ni le déroulement.